

RÈGLEMENT : Expertises Médiathèques - 2025

Article 1 : Le pôle formation et développement des établissements de l'Institut français

Au sein de la direction appui au réseau culturel à l'étranger (DARC), le pôle « formation et développement des établissements » accompagne les établissements du réseau dans la modernisation et l'animation de leurs lieux, soutient et développe, en particulier dans le cadre de la démarche qualité, la performance des établissements accueillant du public et propose une offre de formation au réseau, contribuant au développement des compétences de ses agents. L'ensemble des actions du pôle **formation et développement des établissements** est à retrouver à l'adresse suivante: <https://www.institutfrancais.com/fr/offre/offre-de-formation-de-institut-francais>

Article 2 : le dispositif

Les **Expertises Médiathèques** ont pour objet d'accompagner la modernisation des médiathèques du réseau culturel français à l'étranger (Institut français et Alliances françaises) et leur évolution vers des lieux attractifs, transdisciplinaires et porteurs d'innovation.

Le programme Expertises Médiathèques offre un accompagnement privilégié aux établissements qui souhaitent repenser leur médiathèque et définir un projet de création ou de transformation.

Le dispositif prévoit la venue à d'un expert ou d'une experte sur place avec un travail sur mesure pour préfigurer les évolutions à venir. La mission aboutit à la remise d'un rapport contenant un plan d'action et des préconisations.

Dans certains cas, l'accompagnement peut être étendu à d'autres espaces ou services de l'établissement dont le fonctionnement et les activités seraient intimement liés à la médiathèque.

Les Expertises Médiathèques sont réalisées par des professionnels reconnus du secteur des médiathèques ou de la transformation des établissements.

L'expert ou l'experte accompagne le poste dans la définition d'un nouveau projet pour sa médiathèque (ex : aménagement, tiers-lieu, espace numérique, redéfinition des publics cibles, révision de l'organigramme et des missions, travail sur le projet d'établissement, préfiguration d'un déménagement, définition d'un plan d'animation ou de médiation, etc). Les méthodes utilisées sont participatives, l'expert ou l'experte implique les équipes et les usagers pour proposer des améliorations.

L'Expertise se déroule en plusieurs temps :

- journée(s) de travail en amont avec un ou plusieurs rdv en visio
- expertise locale en présentiel d'une durée de 1 à 5 jours en moyenne
- journée(s) de travail post-expertise pour la finalisation du projet. L'expertise se termine avec la remise d'un rapport et un dernier rdv en visio de compte rendu.

L'Expertise peut intervenir en amont d'un projet présenté dans le cadre du Fonds Médiathèques.

La présentation du projet devra préciser clairement les objectifs de la mission et les publics cibles envisagés (tout public, jeunes, apprenants, scolaires etc).

La présentation du projet dressera un bref état des lieux de la médiathèque et de son activité actuelle (superficie, nombre de documents, nombre d'inscrits, fréquentation moyenne journalière, nombre d'ETP affecté à la bibliothèque, nombre d'heures d'ouverture au public, nombre de jours d'ouverture au public, budget annuel d'acquisition, budget annuel d'animation).

L'Expertise peut concerner une seule médiathèque ou plusieurs médiathèques au sein d'un même réseau ou d'une même zone régionale.

L'Institut français, une fois le projet retenu, guide le poste dans le choix d'un expert ou d'une experte. Le poste peut proposer un expert ou une experte au moment du dépôt du dossier si une personne est déjà envisagée pour cette mission.

L'inscription du projet de la médiathèque dans la politique globale de l'établissement, la formation des agents, la mise en œuvre de la démarche qualité, l'impact et l'interaction du projet avec les autres services de l'établissement, constituent une priorité. Toutes les formations liées aux médiathèques sont à déposer à l'appel à projet « Plan d'appui à la formation » (PAF). La cohérence du projet médiathèque avec les autres appels à projets de l'IF auxquels le poste aurait répondu fera également l'objet d'une attention particulière lors de la commission.

L'établissement est encouragé à développer une approche éco-responsable de son activité, en particulier : efforts de réduction de l'impact environnemental (mutualisation des déplacements, alimentation, choix de solutions techniques moins carbonées...), attention portée au cycle de vie des matériaux (acquisition de matériel, fournitures, conception de décors). Les postes sont incités à rendre compte de cette approche lors du dépôt de candidature.

Par ailleurs, dans le cadre de la diplomatie féministe de la France, l'Institut français et le réseau culturel français à l'étranger sont appelés à poursuivre un objectif d'égalité entre les femmes et les hommes, dans le choix de leurs projets et leur organisation. Les Postes voudront bien préciser leur politique en faveur du développement de la culture de l'égalité femmes-hommes (formation, actions de sensibilisation à l'égalité et à la lutte contre les discriminations et les stéréotypes, projets prenant en compte les enjeux de l'égalité femmes-hommes et valoriser une approche paritaire, choix des intervenants, politique envers les prestataires et tout autre élément pertinent).

L'argumentaire sur ces deux sujets est à renseigner directement dans le champ correspondant (2000 signes max.) sur la plateforme ifprog. et sera pris en compte comme élément d'appréciation des projets par le jury lors des commissions.

Article 3 : Modalités de financement

Les missions d'Expertise sont cofinancées par l'IF (rémunération de l'expert) et les postes (prise en charge des frais de transport, d'hébergement et per diem pour la mission en présentiel).

Article 4 : Critères d'éligibilité

L'appel à projets est ouvert aux Instituts français (IF), alliances françaises (AF), Centres binationaux (CBN) et aux Services de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) faisant acte de candidature.

Le bénéficiaire de l'aide financière devra être un EAF (établissement à autonomie financière) ou une Alliance Française.

Les candidatures doivent veiller à :

- présenter un **projet de service et/ou un plan stratégique** à moyen terme pour la médiathèque ;
- consacrer à la médiathèque des **moyens financiers et humains** suffisants pour assurer son attractivité (les projets de médiathèque ne disposant pas de budget d'acquisition ou de personnel dédié ne seront pas retenus) ;
- mettre en avant de façon explicite l'inscription du projet dans une démarche établissement (le projet permet de réaliser un ou plusieurs objectifs de l'établissement : modernisation des services au public, recherche de nouveaux publics, développement de la démarche qualité etc.)

Ne sont pas éligibles :

- les candidatures multiples au sein d'un même pays ; sauf cas particulier argumenté, pas plus d'un projet par pays.

Article 5 : Modalités de candidature et calendrier

Le candidat postule en ligne en déposant son dossier sur IF PROG. Les postes intéressés sont invités à soumettre leur candidature via le formulaire en ligne accessible à partir de la page suivante :

<https://www.ifprog.emundus.fr/>

Les candidats sont invités à déposer leur dossier de candidature sur la plate-forme IFprog **entre le 04 Juillet 2024 et le 30 Octobre 2024 inclus, pour des expertises qui se dérouleront entre février et décembre 2025.**

Date limite de dépôt des projets : **30 Octobre 2024.**

Article 6 : Sélection des projets

Une commission de sélection, composée de représentants du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de la Culture et de l'IF ainsi que de professionnels extérieurs instruit les dossiers de candidature et répartit les crédits ouverts pour Expertises médiathèques.

Les critères suivants feront l'objet d'une attention particulière :

- **l'inscription du projet dans une démarche « établissement »** de dynamique de changement ;
- l'adéquation avec les **axes prioritaires de l'année en cours** ;
- les argumentaires sur l'écoresponsabilité et l'égalité homme-femme ;
- le **niveau de formation** du personnel pour mener à bien les projets (notamment aux outils numériques ou à l'animation) ;
- l'adéquation entre les objectifs de l'expertise et la politique globale de l'établissement (missions, publics cibles) ;
- la volonté d'inscrire durablement la médiathèque dans la stratégie du poste et le positionnement de la médiathèque au cœur de l'établissement ;
- consacrer ou prévoir de consacrer à la médiathèque des **moyens financiers et humains** suffisants pour assurer la mise en œuvre des préconisations de l'expert.

Les décisions prises par cette commission sont souveraines et incontestables.

Article 7 : Modalité de paiement de la subvention

Les missions d'expertise sont cofinancées par l'IF (rémunération de l'expert) et les postes (prise en charge des frais de transport, d'hébergement et per diem).

L'Institut français, en accord avec l'établissement qui a déposé le projet, contacte un expert ou une experte et engage une prestation.

Le bénéficiaire organise la mission de l'expert en prenant notamment en charge ses frais de transport, d'hébergement et les per diem.

Une fois la prestation achevée, l'expert remet à l'Institut français et au bénéficiaire un rapport d'expertise.

La rémunération de l'expert intervient à réception de ce rapport.

Article 8 : Engagements du bénéficiaire

Le porteur de projet s'engage à :

- participer aux réunions en visio-conférence et à communiquer à l'expert ou l'experte les documents demandés pour la préparation de la mission ;
- se rendre disponible au moment de la venue de l'expert ou de l'experte en présentiel et à aménager un emploi du temps pour cette mission ;
- prévoir de consacrer à la médiathèque des **moyens financiers et humains** suffisants pour assurer la mise en œuvre des préconisations de l'expert ;
- répondre aux sollicitations de l'Institut Français dans le cadre de ses actions de communication vers le grand public et en direction des agents du réseau.

Article 9 : Bilan

À l'issue du projet, le bénéficiaire s'engage à :

- organiser une réunion de restitution du rapport en présence de l'expert et de représentants de l'Institut français ;
- exposer, lors de cette réunion, les suites envisagées pour son établissement ;

Article 10 : Acceptation et modification du règlement

La candidature à Expertise Médiathèques entraîne l'acceptation du présent règlement. Les éventuelles modifications du calendrier de dépôt des dossiers des appels à projets seront portées à la connaissance des candidats par courriel.

Article 11 : Annulation d'Expertises médiathèques

Dans l'hypothèse où la procédure d'appel à projets ne pourrait être menée à son terme pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Institut français, l'opération sera annulée de plein droit, sans formalité et sans mise en demeure.

Article 12 : Accompagnement et contacts

Afin d'accompagner les postes dans la définition de leurs projets et programmations, plusieurs outils de l'IF sont mis à disposition du réseau des ressources sur le site www.institutfrancais.com et/ou dans la sphère Livre et médiathèques sur la plateforme Whaller <https://my.whaller.com/sphere/xu1ovo>, notamment les fiches « projet réalisé » des Fonds Médiathèques effectués dans le cadre de l'appel à projets les années précédentes, le vade-mecum des médiathèques, ainsi que des ressources numériques.

L'IF se tient à la disposition des postes pour toute précision et pour échanger en amont du dépôt des dossiers sur la nature des projets. Il est conseillé de prendre l'attache de la personne chargée de mission Médiathèques et innovation.

Contacts :

Thomas SIMOES, Responsable du pôle Formation et développement des établissements
Thomas.simoes@institutfrancais.com

Adèle CALZADA, chargée de mission Médiathèques et Innovation
adele.calzada@institutfrancais.com